

N° DP 25/269

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 8 000 EUROS A L'ASSOCIATION ELEAU - ANNEE 2025

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Cinéma TPM du 17 février 2025, pour une subvention de fonctionnement de 8 000 € (huit mille euros), pour le projet de film documentaire éducatif portant sur la protection et la conservation des épaves sous-marines intitulé « Les épaves sous-marines, une chance pour la biodiversité, l'économie locale et notre patrimoine »,

VU la convention, ci annexée,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association Eleau,

CONSIDERANT que l'association, fondée en 2015 sous l'impulsion de deux professionnels de l'image et du monde marin, a pour missions principales de mieux faire connaître au grand public le monde marin et sous-marin de l'informer sur les politiques de protection des mers et des océans,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter son soutien à l'association qui concourt à l'animation du réseau local et à la diffusion de films éducatifs sur la protection et la mise en valeur de l'environnement,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 8 000 € (huit mille euros) à l'association Eleau au titre de l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention, ci-jointe, et **DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°16121, article N°65748, fonction 633, du Budget principal.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **07 MAR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



03 10 10

**Convention annuelle d'objectifs 2025 entre l'Association Eleau et la
Métropole Toulon Provence Méditerranée
Projet « Les épaves sous-marines, une chance pour la biodiversité,
l'économie locale et notre patrimoine ».**

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision n° DP

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association Éleau régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 92 chemin du Blanchissage, 83210 Solliès Toucas, représentée par le ou la responsable dûment mandaté, Madame Patricia ETTOUATI habilité à cet effet par les statuts de l'association,

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

ÉLEAU, association reconnue d'intérêt général, a pour mission principale d'apporter au grand public la connaissance du monde marin et sous-marin ainsi que l'information sur les politiques de protection des mers et des océans. L'association a été fondée en 2015 sous l'impulsion de deux professionnels de l'image et du monde marin.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire. Dans ce cadre, elle a créé en 2021 le bureau d'accueil des tournages qui a trois missions principales : faciliter l'organisation des repérages et des tournages sur la Métropole, promouvoir le territoire auprès des professionnels de la filière cinéma et audiovisuel et développer et structurer la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire pour faire émerger un écosystème local dynamique.

A ce titre et dans le cadre de la l'année mondiale de la mer, elle souhaite apporter son soutien à l'association qui concourt à l'animation du réseau local et développe des films éducatifs sur la protection et la mise en valeur de l'environnement.

La présente convention expose le programme d'actions 2025 proposé par l'association, précisé ci-dessous et fixe notamment les engagements réciproques des deux parties.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité : Finalisation du film documentaire éducatif à la protection et à la conservation des épaves sous-marines intitulé « Les épaves sous-marines, une chance pour la biodiversité, l'économie locale et notre patrimoine ».

La subvention demandée sera utilisée courant 2025 pour :

- Réaliser les dernières prises de vue sous-marines prévues sur le littoral de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, notamment à Hyères dans le Parc National de Port Cros
- Finaliser les différents interviews qui seront présentées dans le documentaire et effectuer le montage et la post-production du film.
- Engager les démarches partenariales pour que le film soit diffusé dès 2026 sur le territoire de la Métropole.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Solliciter les établissements scolaires et les communes du territoire pour l'organisation de projections pour les collégiens et lycéens et le grand public
- Avertir le Bureau d'Accueil des Tournages du planning prévisionnel de ces projections,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association à hauteur de 8 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant est inscrit au Budget principal, opération N°16121, fonction 633, article 65748.

Le concours apporté par la Métropole à la réalisation du projet porte sur 47% du montant des dépenses subventionnables hors bénévolat et contribution volontaire.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 8 000 euros sera versée à l'association dans sa totalité à la signature et la notification de la présente convention.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par :

- Son Président, si le montant annuel des *subventions publiques* est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- Un expert-comptable, si le montant annuel des *subventions publiques* est supérieur à 75 000 euros),
- Un commissaire aux comptes, si le montant annuel des *subventions publiques* est supérieur à 153 000 euros

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : PIECES JUSTICATIVES ET EVALUATION DU PROJET

L'association s'engage à fournir à la Métropole dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice les pièces justificatives suivantes :

- Un compte-rendu financier conforme au formulaire Cerfa n° 15059*02,
- Un rapport annuel d'activités,
- Les comptes annuels de l'exercice, bilan, compte de résultats et annexes

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation du projet sur la base des indicateurs définis en annexe I de la présente convention et renseignés dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 8, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

A Toulon,

Pour L'Association Éleau

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Trésorière
Patricia ETTOUATI

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : description du projet

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
16 960 €	8000 €	9866 €

a) Objectif(s) :

- Réaliser les dernières prises de vue sous-marines, notamment celles prévues sur le littoral de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
- Finaliser les différentes interviews qui seront présentées dans le documentaire.
- Effectuer le montage et la post-production du film.
- Engager les démarches partenariales pour que le film soit diffusé dès 2026

b) Indicateurs :

- Indicateur quantitatif :
 - o A la fin du projet : un film monté et prêt à être diffusé
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Un film documentaire correspondant à un outil pédagogique ludique et abordable pour une meilleure compréhension des enjeux liés à la sauvegarde des épaves sous-marines.

c) Public(s) visé(s) :

Tout public

d) Localisation : Territoire métropolitain

e) Moyens mis en œuvre :

- Prises de vues sous-marines
- Interviews d'expert
- Montage et sous-titrages

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	2312	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	1 227
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	2200	74- Subventions d'exploitation	14 133
Autres fournitures	112	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	4689	-	
Locations	3595	-	
Entretien et réparation	320	Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation	773	Département(s) :	1 867
		- Conseil départemental 83	1 867
62 - Autres services extérieurs	9959	Intercommunalité(s) : EPCI	8000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		- TPM	8000
Publicité, publication	796	Commune(s) :	
Déplacements, missions	9 163	-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	

Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	4 267
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	4 267
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	16960	TOTAL DES PRODUITS	16960
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	3377	87 - Contributions volontaires en nature	3377
860- Secours en nature	2666	870- Bénévolat	2666
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	710	875- Dons en nature	710
TOTAL	20 338	TOTAL	20 338
<p>La subvention de 8 000 € représente 47 % du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			